

Point de Presse du Conseil d'Etat

22 février 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Genève déterminé à soutenir le projet de la traversée du lac auprès de la Confédération	4
Garde de chevaux en zone agricole : Genève favorable à une modification de la loi sur l'aménagement du territoire	4
Genève	6
Déclassement pour créer 1300 nouveaux logements à Veyrier	6
Des solutions aux questions foncières et de mobilité aux Cherpines.....	6
Développement du secteur Chanâts-Valavran à Bellevue	7
Nouveau réseau des TPG : améliorations en cours	7
Ouverture des voies de bus au transport professionnel des personnes handicapées.....	8
Valeur du point TARMED maintenue à Genève	9
Approbation des taux des centimes additionnels communaux.....	10
Allondon et Versoix : protection accrue pour les truites fario et les ombres.....	11
Nouveau règlement sur la protection de l'air	11
Programme cantonal genevois de développement des soins palliatifs 2012-2014.....	12
Procédure de vote en cas de mesures d'assainissement financier.....	12
Adaptation de la loi concernant l'imposition des participations de collaborateurs d'entreprises	12
Approbation du budget 2012 de Genève Aéroport	13
Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2012	13
Aide financière accordée au Centre de liaison des associations féminines genevoises.....	14
Aides financières dans le domaine de la culture.....	14
Reprise de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un conseiller administratif de Plan-les-Ouates.....	15
Le maire de Laconnex admonesté.....	15
Entrée en vigueur de lois	16
Agenda des invitations à la presse	17

Genève-Confédération

Genève déterminé à soutenir le projet de la traversée du lac auprès de la Confédération

Le Conseil d'Etat a répondu à deux interpellations urgentes écrites du Grand Conseil concernant l'absence du projet de la traversée du lac dans le [message du Conseil fédéral du 18 janvier 2012 relatif à l'arrêté sur le réseau des routes nationales](#). Une des interrogations des députés consiste à savoir quelles mesures seront prises par le Conseil d'Etat pour convaincre l'Office fédéral des routes (OFROU) de la pertinence de la traversée lacustre.

Au bénéfice d'une solide étude de faisabilité, le Conseil d'Etat entend faire valoir et défendre les avantages multiples de la traversée lacustre auprès de la Confédération. Il organise en ce sens de nombreuses séances entre l'OFROU et les services du canton et entretient des contacts réguliers avec le Département de fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) et sa responsable, la conseillère fédérale Doris Leuthard.

Le Conseil d'Etat est déterminé à convaincre les autorités fédérales de l'extrême pertinence de la traversée du lac. La solution du tracé lacustre pourrait ainsi encore être ajoutée à l'arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales, actuellement débattu par les parlementaires fédéraux. Il sera aussi nécessaire d'obtenir l'appui des régions voisines désireuses de favoriser une mobilité performante et nécessaire à la prospérité de l'arc lémanique. Le gouvernement genevois mettra tout en œuvre pour que ce projet de traversée du lac et contournement est de Genève entre dans les priorités de l'OFROU quant à sa planification et son financement.

Pour rappel, le 23 septembre 2011, le Grand Conseil a pris connaissance du [rapport du Conseil d'Etat](#) et de l'étude de faisabilité d'une traversée lacustre qui s'inscrit dans le cadre de la [loi cantonale du 25 janvier 2008](#) ouvrant un crédit d'étude de 3,5 millions de francs pour la réalisation de cette importante infrastructure routière.

Pour toute information complémentaire : M. René Leutwyler, ingénieur cantonal et directeur général de l'office du génie civil, DCTI, ☎ 022 546 63 01.

Garde de chevaux en zone agricole : Genève favorable à une modification de la loi sur l'aménagement du territoire

Le Conseil d'Etat est globalement favorable à l'avant-projet de modification de la loi sur l'aménagement du territoire élaboré par la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national dans le cadre de son initiative parlementaire « Garde de chevaux en zone agricole ».

Ce texte a principalement pour objectif de faciliter la détention de chevaux de sport ou de loisir au sein des entreprises agricoles existantes, permettant ainsi de gommer toute distinction entre la détention de ses propres chevaux et celle de chevaux de tiers.

*Pour toute information complémentaire : Mme Céline Krebs, juriste, direction générale de l'agriculture, DIM,
☎ 022 388 71 71.*

Déclassement pour créer 1300 nouveaux logements à Veyrier



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones au nord de la route de Veyrier, au lieu-dit «Les Grands-Esserts». Ce projet permettra de créer une zone de développement 3 (zone comprenant les régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) et deux zones de bois et forêts. D'une superficie totale de 127'251 m², le périmètre se situe actuellement en zone agricole.

Le projet proposé présente un potentiel d'environ 1300 nouveaux logements et permettrait également la création d'un groupe scolaire primaire, de commerces et de services de proximité.

Ce projet répond aux principes d'extensions urbaines dans la zone agricole, conformément aux dispositions du plan directeur cantonal mis à jour en octobre 2010, qui prévoit le déclassement des zones agricoles en continuité de la zone à bâtir en réponse à des besoins d'intérêt général. Ce périmètre offre de bonnes conditions d'aménagement, d'équipement et de possibilités de desserte par les transports publics.

L'enquête publique ouverte du 2 octobre au 2 novembre 2009 a donné lieu à quelques observations. Le Conseil municipal de la commune de Veyrier a préavisé favorablement ce dossier le 15 novembre 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Des solutions aux questions foncières et de mobilité aux Cherpines



Le Conseil d'Etat a répondu à une [motion du Grand Conseil portant sur le périmètre des Cherpines](#), situé sur les communes de Plan-les-Ouates et Confignon. Les motionnaires invitaient le gouvernement à étudier la question de la mobilité à l'intérieur, mais aussi en direction de ce futur quartier. Ils demandaient également d'envisager la possibilité de déterminer un prix unique

du terrain pour l'ensemble du périmètre afin de faciliter les futures acquisitions. Enfin, cette motion proposait de confier à la Fondation pour les zones agricoles spéciales (FZAS) la tâche de relocaliser les centres d'exploitation agricoles situés dans ce périmètre, en fournissant à celle-ci les fonds nécessaires à son fonctionnement.



Dans son rapport, le Conseil d'Etat répond qu'un mandat d'étude spécifique a été lancé fin 2010 en vue de mesurer les charges de trafic et les besoins en transports publics à l'horizon 2020, sur un périmètre élargi incluant le futur quartier des Cherpines. En outre, les autorités exigent que le plan directeur de quartier (PDQ)

des Cherpines comprenne un concept de mobilité durable prenant en compte la complémentarité des différents modes de transport.

A la question de l'égalité de traitement entre propriétaires fonciers d'une même zone d'affectation, le gouvernement indique que des études sont en cours.

Le Conseil d'Etat précise enfin que la FZAS a été sollicitée pour étudier les possibilités de relocalisation des exploitations agricoles et qu'elle bénéficie déjà pour ce faire d'une subvention d'investissement de 2 millions de francs, ainsi que d'une indemnité annuelle de 100'000 francs pour les années 2011 à 2014.

Pour toute information complémentaire : M. Mark Muller, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DCTI, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Développement du secteur Chanâts-Valavran à Bellevue



Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones à proximité de l'autoroute Genève-Lausanne, en bordure du chemin des Chanâts à Bellevue, en vue de créer une zone de développement industriel et artisanal. D'une superficie totale d'environ 24'000 m², le périmètre se situe actuellement en zone 5 (villas), à l'exception d'un bout de parcelle en zone agricole.

L'objectif principal de ce projet est de rendre l'affectation compatible avec les nuisances sonores auxquelles sont exposées les parcelles concernées. En outre, ce projet de loi répond aux directives du plan directeur cantonal mis à jour en octobre 2010, qui préconise notamment de garantir une offre foncière suffisante, rapidement disponible et attractive en matière de zones industrielles.

Ce projet est par ailleurs accompagné d'une proposition de plan directeur de zone industrielle (PDZI) portant sur les secteurs d'activités des Chanâts, mais aussi du Planet et de Valavran (commune de Bellevue). Cette démarche permettra de fixer les modalités pour garantir une occupation rationnelle du périmètre, tout en préservant les qualités paysagères et environnementales du site.

L'enquête publique ouverte du 10 juin au 11 juillet 2011 a donné lieu à quelques observations. Le Conseil municipal de la commune de Bellevue a préavisé favorablement ce projet le 11 octobre 2011.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Nouveau réseau des TPG : améliorations en cours

Le Conseil d'Etat a répondu à des courriers de la Fédération réunissant les associations de quartier du Grand-Saconnex et de l'Association des usagers des TPG & des transports publics exprimant leur mécontentement par rapport au nouveau réseau des transports publics.

Conscient des difficultés rencontrées par la population genevoise en raison des nombreux changements intervenus depuis le 11 décembre dernier, le gouvernement soutient les mesures engagées pour rendre les dessertes plus performantes et salue le rétablissement, le 20 février dernier, de l'ancien parcours de la ligne de bus 3, soit entre Gardiol et les Crêts-de-Champel en passant par le pont de l'Ile, ainsi que celui de la ligne de bus 7. Par ailleurs, il prend acte avec satisfaction que la vitesse commerciale des Transports publics genevois (TPG) entre la rive gauche et la rive droite sera notablement améliorée avec la mise en place, dès le

mois de mars prochain, de la voie réservée aux bus sur le Pont du Mont-Blanc, dans le sens rive gauche-rive droite.

Le Conseil d'Etat a rappelé que le département de l'intérieur et de la mobilité et les TPG mettent tout en œuvre pour apporter des mesures d'améliorations au nouveau réseau, par le biais d'une cellule de suivi, composée de représentants de l'Etat et de la Ville de Genève. Ses missions sont d'observer le fonctionnement du réseau, de recueillir les réclamations des usagers, de convenir d'améliorations et de les réaliser, et de communiquer aux médias, chaque vendredi, les mesures d'amélioration réalisées.

Le Conseil d'Etat a également rappelé que le nouveau réseau des transports publics est issu du plan directeur des transports collectifs 2011-2014, que le Grand Conseil a approuvé dans sa deuxième version le 23 juin 2010. C'est dans ce cadre que le réseau des trams a été réorganisé, afin de permettre l'augmentation des fréquences, l'amélioration de la vitesse commerciale, une meilleure lisibilité du réseau et une fiabilité accrue grâce à l'indépendance des lignes TPG.

Par ailleurs, cette organisation est conçue pour permettre au réseau d'évoluer selon les besoins d'une agglomération frôlant le million d'habitants. Elle comporte néanmoins des inconvénients, qui avaient été identifiés et annoncés, tels que la modification de certains parcours et la nécessité pour une partie des usagers de changer de ligne sur leur trajet habituel. Toutefois, la pertinence du nouveau réseau articulé autour de lignes de tram indépendantes n'est pas remise en cause. C'est au fil du temps que ce système va déployer tous les avantages attendus.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Ouverture des voies de bus au transport professionnel des personnes handicapées

Ayant pris connaissance de la demande formulée dans différents courriers de personnes handicapées, de signataires d'une pétition, de la Fondation Foyer-Handicap et de l'association Handicap Architecture Urbanisme, le Conseil d'Etat s'engage à proposer au Grand Conseil une modification de [la loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière](#) (LaLCR) et de la [loi cantonale sur les taxis](#) pour permettre aux véhicules transportant des personnes handicapées d'emprunter à nouveau certaines voies réservées aux bus.

Genève sera alors une exception. En effet, dans les grandes villes de Suisse, aucune autre entité que les transports collectifs n'est habilitée à circuler sur les voies réservées aux bus, hormis les taxis, et encore de façon restrictive.

Plus concrètement, le nouvel article de la LaLCR permettra aux véhicules affectés au transport professionnel de personnes handicapées d'utiliser les voies réservées aux bus, à l'instar de celles empruntées par les taxis. L'article spécifiera donc que le marquage « TAXIS » apposé sur les voies réservées aux bus permettra également aux véhicules affectés au transport professionnel de personnes handicapées de les emprunter.

Pour rappel, seuls les taxis de service public sont au bénéfice d'une dérogation partielle, comme le prévoit la législation fédérale, leur permettant de circuler sur certaines voies de bus marquées « TAXIS ». En revanche, là où la circulation des taxis entre en conflit avec la progression des bus, ils doivent se rabattre sur la voie normale. Cela est le cas lorsque des carrefours sont équipés de feux de signalisation détectant les bus ou lorsque la régulation du trafic n'autorise un tourner sur une autre rue qu'aux seuls bus, à l'exception de tout autre véhicule.

En outre, l'exigence selon laquelle le véhicule doit être sérigraphié sera aussi inscrite dans la loi, de manière à éviter que d'autres véhicules revendiquent les droits conférés aux entreprises œuvrant pour ce type de transport. De surcroît, afin de limiter le cercle des ayants droit au strict nécessaire, la disposition légale prévoira la délivrance d'une autorisation par le département compétent. Il s'agit en effet de ne pas péjorer la vitesse commerciale des Transports publics genevois.

Le Conseil d'Etat précise cependant qu'il appartiendra au Grand Conseil d'accepter les modifications de la LaLCR et de la législation cantonale sur les taxis qu'il proposera et que cette mesure ne pourra entrer en vigueur qu'au terme de la procédure.

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé du domaine de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05.

Valeur du point TARMED maintenue à Genève

Le Conseil d'Etat a décidé de maintenir la valeur du point TARMED (VPT) à 96 centimes. Le TARMED est un tarif uniforme appliqué par les médecins pour facturer leurs prestations. Un certain nombre de points est attribué aux différentes prestations.

Le 9 septembre 2010, santésuisse, qui a entre-temps délégué ses compétences en matière de négociations tarifaires à tarifsuisse SA, s'est adressée au Conseil d'Etat pour lui demander une révision à 87 centimes de la valeur du point TARMED (VPT), actuellement fixée à 96 centimes dans le [règlement fixant la valeur du point TARMED pour les prestations médicales ambulatoires à charge de l'assurance obligatoire des soins \(RTarmed\)](#).

En application de la procédure relative à la fixation d'une nouvelle VPT, le Conseil d'Etat a invité les partenaires tarifaires, soit la communauté tarifaire (les Hôpitaux universitaires de Genève, l'Association des cliniques privées du canton de Genève et l'Association des médecins du canton de Genève), d'une part, et tarifsuisse SA, d'autre part, à négocier une nouvelle VPT. La communauté tarifaire revendiquait une hausse de la VPT à 105 centimes.

Le Conseil d'Etat considère la proposition de la communauté tarifaire de 105 centimes trop élevée compte tenu de la levée de la clause du besoin depuis le 1^{er} janvier 2012 et au vu de l'objectif cantonal de maîtrise des coûts de la santé.

Il considère la proposition de tarifsuisse SA de 87 centimes, fondée sur le principe de la neutralité des coûts par rapport à l'année de référence 2002, comme inacceptable. En effet, la phase de neutralité des coûts, prévue par la convention cadre TARMED, n'était valable que lors de l'introduction de la structure tarifaire TARMED, soit pour les années 2004-2005. Elle n'a aucune valeur pour la fixation ultérieure des tarifs.

En l'absence d'accord entre les parties, le Conseil d'Etat a dû se résoudre à constater l'échec des pourparlers. Dès lors, il a analysé les propositions de chacun, consulté le surveillant des prix et est parvenu à la décision de maintenir la VPT actuelle à 96 centimes, contrairement à l'avis du surveillant des prix qui suggérait une VPT à 85 centimes.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 15.

Approbation des taux des centimes additionnels communaux

Le Conseil d'Etat a approuvé les taux des centimes additionnels communaux pour 2012. Cette année, quarante communes ont maintenu le taux qui était le leur en 2011 et cinq l'ont modifié : les communes de Gy et Laconnex ont voté une baisse de leur taux de 1 centime, la commune de Jussy de 2 centimes et la commune de Russin de 9 centimes. La commune de Presinge quant à elle a augmenté ce taux de 2 centimes.

Tableau de comparaison des taux de centimes additionnels des communes pour les années 2011 et 2012 :

	2011	2012
Aire-la-Ville	50	50
Anières	33	33
Avully	51	51
Avusy	50	50
Bardonnex	41	41
Bellevue	42	42
Bernex	48	48
Carouge	39	39
Cartigny	41	41
Céligny	33	33
Chancy	51	51
Chêne-Bougeries	34	34
Chêne-Bourg	46	46
Choulex	44	44
Collex-Bossy	46	46
Collonge-Bellerive	30	30
Cologny	31	31
Confignon	47	47
Corsier	35	35
Dardagny	48	48
Genève	45.5	45.5
Genthod	25	25
Grand-Saconnex	44	44
Gy	47	46
Hermande	42	42
Jussy	44	42
Laconnex	46	45
Lancy	47	47
Meinier	42	42
Meyrin	43	43
Onex	50.5	50.5
Perly-Certoux	43	43
Plan-les-Ouates	37	37
Pregny-Chambésy	32	32
Presinge	39	41
Puplinge	46	46
Russin	51	42
Satigny	39	39
Soral	46	46
Thônex	44	44
Troinex	40	40
Vandoeuvres	31	31

Vernier	50	50
Versoix	48	48
Veyrier	38	38

Chaque année, les communes définissent le taux des centimes additionnels (impôts communaux) qui leur est nécessaire pour l'exécution des tâches publiques qui leur incombent, conformément à l'article 291 de la [loi générale sur les contributions publiques](#). Le Conseil d'Etat ne statue pas sur l'opportunité du taux de centimes, mais contrôle qu'il permet à la commune d'assumer les dépenses publiques qui sont à sa charge, conformément aux dispositions légales en vigueur au moment de l'adoption des budgets communaux.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 41.

Allondon et Versoix : protection accrue pour les truites fario et les ombres

Suite à la forte sécheresse qui a sévi en 2011 et en prévision de la vidange du barrage de Verbois prévue en 2012, ainsi que dans le but de mieux protéger les populations de géniteurs de truites fario et d'ombres de l'Allondon et de la Versoix, le Conseil d'Etat a modifié par voie d'arrêtés la réglementation de la pêche pour ces deux cours d'eau, et ce dès l'ouverture de la pêche en rivière, le 1^{er} mars prochain.

Pour l'Allondon, les ombres de rivière seront intégralement protégés et la pêche de cette espèce sera interdite sur tout le cours d'eau. Par ailleurs, une fenêtre de capture en fonction de leur taille est prévue pour les truites de manière à permettre l'accroissement de cette population de poissons.

Ces dispositions ont été prises en accord avec les milieux associatifs concernés, représentés au sein de la commission de la pêche.

Pour toute information complémentaire : M. Gottlieb Dändliker, inspecteur cantonal de la faune, direction général de la nature et du paysage; DIM, ☎ 022 388 55 01.

Nouveau règlement sur la protection de l'air

Le Conseil d'Etat a approuvé un nouveau [règlement cantonal d'application de la législation fédérale en matière de protection de l'air](#). Ce nouveau règlement, qui intègre les recommandations émises par la commission externe d'évaluation des politiques publiques (CEPP) dans son rapport du 10 juin 2010, a pour but de renforcer la stratégie globale de la protection de l'air dans le canton de Genève.

Le règlement définit la stratégie de protection de l'air, énumère les outils à disposition pour atteindre les objectifs fixés en matière de qualité de l'air et institue un comité de pilotage de la protection de l'air qui assure la coordination des politiques sectorielles en lien avec la qualité de l'air. Ce nouveau comité, qui garantit une vision stratégique globale et une unité d'action, regroupe les domaines de la protection de l'environnement, de la mobilité, de l'aménagement du territoire, de la politique énergétique, des affaires économiques et de la santé. En accord avec la philosophie de l'ordonnance fédérale sur la protection de l'air, le plan de mesures OPair devient un élément de la stratégie globale en se recentrant sur un objectif d'assainissement. Le nouveau comité de pilotage remplace l'actuelle commission de suivi du plan de mesures OPair.

En outre, ce nouveau règlement désigne clairement les services chargés de la protection de l'air, leurs compétences ainsi que les moyens que ceux-ci peuvent mettre en œuvre pour assurer l'application de la législation fédérale. Il précise également les missions du service de protection de l'air.

Globalement, le nouveau règlement contribue à une meilleure coordination des services cantonaux et à une protection plus efficace de la qualité de l'air que nous respirons.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur a.i. du service de protection de l'air, DSPE, ☎ 022 388 80 41.

Programme cantonal genevois de développement des soins palliatifs 2012-2014

Le Conseil d'Etat a adopté le programme cantonal genevois de développement des soins palliatifs 2012-2014. Ce programme se réfère à la stratégie nationale en matière de soins palliatifs 2010-2012 approuvée par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de la santé. Le développement des soins palliatifs est inscrit au programme de législature 2010-2013 du Conseil d'Etat afin de répondre au défi du vieillissement de la population et plus précisément à un besoin spécifique de prise en charge.

Les buts du programme sont notamment de développer l'offre de soins avec l'ouverture d'une unité de soins palliatifs communautaire dont les modalités de fonctionnement font l'objet d'une convention entre les Hôpitaux universitaires de Genève et la Fondation des services d'aide et de soins à domicile, d'améliorer la coordination entre les intervenants, d'augmenter le nombre de partenaires formés (professionnels et bénévoles), d'harmoniser les formations en cohérence avec les référentiels nationaux et d'informer la population des prestations existantes.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, directeur du service de la planification et du réseau de soins, DARES, ☎ 022 546 18 70.

Procédure de vote en cas de mesures d'assainissement financier

Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi visant à préciser la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) pour permettre, sur un plan pratique et juridique, de poser les questions nécessaires sur les bulletins de vote. Chaque mesure d'assainissement financier correspond à une question, pour laquelle le peuple doit choisir entre les deux alternatives. Autrement dit, il y a deux cases, dont seule une doit être cochée, pour chaque paire de mesures.

La Constitution prévoit que les mesures d'assainissement financier sont obligatoirement soumises à l'approbation du peuple. Le vote oppose alternativement une mesure réduisant les charges à une augmentation d'impôts d'effet équivalent. Le peuple doit choisir entre ces deux alternatives: il ne peut y avoir une double acceptation ou un double refus.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Adaptation de la loi concernant l'imposition des participations de collaborateurs d'entreprises

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant différentes lois fiscales et portant sur la question de l'imposition des participations de collaborateurs au capital de la société. Ce projet vise à adapter le droit

genevois au nouveau droit fédéral en matière d'harmonisation fiscale prévu par la loi fédérale sur l'imposition des participations de collaborateurs, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Jusqu'ici, la législation fiscale ne réglait pas expressément la question de savoir quand des actions de collaborateurs et des options de collaborateurs soumises à un délai de blocage ou à d'autres conditions doivent être imposées. Selon le nouveau droit, les actions de collaborateurs disponibles ou bloquées seront, comme jusqu'ici, imposables au moment de leur acquisition. Les options de collaborateurs cotées en bourse qui peuvent être exercées ou qui sont disponibles librement seront également imposées au moment de leur acquisition. En revanche, les options de collaborateurs non cotées en bourse et celles qui ne peuvent être exercées librement seront désormais imposées au moment de l'exercice.

Sont aussi réglés les cas spécifiques dans lesquels le détenteur d'options de collaborateurs non cotées ou bloquées réside et travaille dans plusieurs pays entre l'acquisition et l'exercice des options. S'il a résidé en Suisse entre ces deux moments, la Suisse possède un droit d'imposition proportionnelle sur l'avantage appréciable en argent. Si le détenteur réside à l'étranger au moment de l'exercice des options, l'entreprise suisse est tenue de verser à l'administration fiscale l'impôt à la source proportionnel, au taux de 20% (impôt cantonal et communal).

A l'occasion de ces adaptations, le projet modifie en outre le taux d'imposition à la source applicable aux personnes domiciliées à l'étranger qui sont membres de l'administration ou de la direction de sociétés ayant leur siège dans le canton, et à celles qui sont membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le canton. Ce taux passe de 15% à 20% (impôt cantonal et communal) et est ainsi harmonisé avec celui qui prévaut dans la plupart des autres cantons.

Pour toute information complémentaire : Mme Claire Vogt Moor, conseillère fiscale, DF, ☎ 022 327 76 45.

Approbation du budget 2012 de Genève Aéroport

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2012 de Genève Aéroport qui prévoit 92 millions de francs d'investissements.

Ces investissements concerneront principalement (28,5 millions) les premiers travaux du chantier de l'Aile est, prévue dans le programme de législature 2010-2013. Quelque 11,7 millions de francs supplémentaires seront investis par le fonds environnement de l'aéroport, notamment pour financer des mesures d'insonorisation d'immeubles. Le budget d'exploitation de l'aéroport anticipe un ralentissement de la croissance du trafic et prévoit un bénéfice de 48,165 millions.

Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DSE, ☎ 022 546 54 10.

Aides financières accordées à diverses entités pour l'année 2012

Le Conseil d'Etat a accordé, pour l'année 2012, des aides financières à diverses entités subventionnées œuvrant en faveur de l'enfance ou dans le domaine culturel, soit :

- un montant de 168'300 francs au Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC) qui bénéficie en outre de la mise à disposition gratuite de ses locaux par l'Etat de Genève. Depuis neuf ans, le CIC poursuit sa mission d'information sur les nouvelles spiritualités, les religions alternatives et les groupes religieux minoritaires et/ou controversés, s'adressant aussi bien à des particuliers qu'aux administrations, écoles, associations privées, institutions politiques, médias ou groupes religieux. En 2010, le CIC a répondu à 485 demandes, contre 473 en 2009 ;

- un montant de 29'700 francs au Centre de consultation pour les victimes d'abus sexuels (CTAS). Le CTAS s'adresse aux victimes d'abus sexuels commis durant l'enfance et/ou l'adolescence. Depuis 2000, il offre à la population – jeune et adulte – ainsi qu'aux professionnels un lieu d'information et de soins spécialisés. En 2010, 131 patients se trouvaient en traitement au centre (115 en 2009, 95 en 2008) ;
- un montant de 67'000 francs à l'Association Ecole et Quartier Versoix. Cette association propose depuis 1975, en étroite collaboration avec le Collège des Colombières, des cours, des ateliers et des stages aux habitants de Versoix et de la région. Les activités concernent notamment l'expression artistique, la culture générale et l'apprentissage de langues. De nombreux cours sont également destinés aux moins de 18 ans, de même que des stages d'été. Durant l'année scolaire 2009-2010, Ecole et Quartier Versoix a enregistré 2044 inscriptions aux activités ordinaires et a pu accueillir 581 enfants aux stages d'été.

Pour toute information complémentaire : M. Aldo Maffia, direction des finances, DIP, ☎ 022 546 86 01.

Aide financière accordée au Centre de liaison des associations féminines genevoises

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière d'un montant annuel de 48'000 francs pour les années 2012 à 2015 au Centre de liaison des associations féminines genevoises (CLAFG).

Cette aide financière doit permettre au CLAFG de continuer de jouer son rôle de plate-forme d'informations, de soutien et de réseautage destiné à favoriser le développement et l'implication des femmes dans notre société par le biais de leurs associations dans un but d'égalité.

Pour toute information complémentaire : Mme Muriel Golay, directrice du service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme, DSPE, ☎ 022 388 74 50.

Aides financières dans le domaine de la culture

Le Conseil d'Etat a accordé 70'000 francs à l'Association Gli Angeli, formation musicale se destinant aux musiques de chambre vocales et instrumentales des XVII^e et XVIII^e siècles. Cette aide s'inscrit dans la politique cantonale d'encouragement à la création artistique d'une part, et à l'accès du plus grand nombre à la culture, d'autre part. Elle permettra à l'association de donner trois concerts au printemps 2012 et d'assurer des prestations pédagogiques à l'attention des élèves de l'enseignement primaire.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs accordé 320'000 francs pour les années 2012 à 2015 au Festival Archipel, musiques d'aujourd'hui. Cette aide permettra à l'association Archipel, qui fête cette année ses vingt ans, d'organiser un festival de musique contemporaine qui mettra en lumière les nouvelles formes résultant de l'abolition des différences entre les arts. Les collaborations mises en place par Archipel avec de nombreuses institutions culturelles correspondent à la volonté du Conseil d'Etat de favoriser la diversité artistique à Genève.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Reprise de la procédure disciplinaire ouverte à l'encontre d'un conseiller administratif de Plan-les-Ouates

Le Conseil d'Etat a repris la procédure disciplinaire à l'encontre de M. Thierry Durand, conseiller administratif de la commune de Plan-les-Ouates, laquelle avait été suspendue dans l'attente du jugement pénal.



La reprise de la procédure fait suite à la réception par le Conseil d'Etat, le 10 janvier 2012, de l'ordonnance pénale du 21 novembre 2011 déclarant M. Thierry Durand coupable de fraude électorale au sens de l'[article 282 du code pénal](#) (M. Durand a reconnu avoir voté pour sa fille – qui se trouvait l'étranger – en imitant sa signature lors des élections municipales de mars 2011).

A cet effet, le Conseil d'Etat a nommé une délégation chargée d'instruire ladite enquête et de soumettre des propositions, après avoir entendu l'intéressé.

Le grief de fraude électorale est susceptible de constituer une infraction à l'article 82 de la [loi sur l'administration des communes](#), qui prescrit que les conseillers administratifs, maires et adjoints qui enfreignent leurs devoirs de fonction imposés par la législation, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence grave, sont passibles de sanctions disciplinaires, qui peuvent aller de l'avertissement à la révocation. En effet, le respect du principe de fidélité et le devoir général de respecter les lois dans l'exercice des fonctions publiques constituent deux devoirs fondamentaux de la fonction de magistrat communal à Genève.

A ce stade, aucune autre information relative à cette procédure ne sera communiquée.

Le maire de Laconnex admonesté



Le Conseil d'Etat a clôturé l'enquête disciplinaire ouverte le 29 juin 2011 à l'encontre de M. Hubert Dethurens, maire de Laconnex, pour violation des devoirs de fonction imposés par la législation, découlant de [la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers](#). Il l'a informé qu'il ne prononcerait pas de sanction à son encontre.

Lors d'un incendie qui s'est produit à Laconnex le 23 juin 2011, le maire a ordonné à la compagnie de sapeurs-pompiers volontaires de la commune, en violation des prescriptions régissant l'intervention en matière de sinistres, de ne pas entrer en intervention pour prendre la relève du service d'incendie et de secours (SIS), alors même que celle-ci était successivement requise par le chef d'intervention du SIS sur place, l'officier de piquet de la sécurité civile appelé sur place et l'inspecteur cantonal du feu.

Toutefois, M. Dethurens ayant exprimé ses regrets au cours de son audition par une délégation du Conseil d'Etat et compte tenu de son engagement de longue date en faveur de la collectivité, le gouvernement a renoncé à prononcer une sanction disciplinaire à son encontre. Il l'a cependant admonesté, en lui rappelant l'importance du respect de la chaîne de commandement en cas de sinistre.

Par son intervention intempestive, le maire de la commune a compromis la conduite opérationnelle d'un sinistre telle que découlant de la [loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers](#). Le Conseil d'Etat rappelle que l'existence même d'un corps de sapeurs-pompiers va de pair avec l'obligation de répondre à une alarme quand elle survient.

*Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'intérieur, DIM,
☎ 022 327 96 03.*

Entrée en vigueur de lois

Loi	AUTEUR	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 17 décembre 2009 sur les bourses et prêts d'études (C 1 20 – 10524)	Conseil d'Etat	1 ^{er} juin 2012, à l'exception de l'article 34 souligné, alinéa 4, modifiant la loi sur la formation continue des adultes, du 18 mai 2000, qui est entré en vigueur le 1 ^{er} novembre 2011.

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
23 février 11h00	Inauguration officielle de l'Unité de soins palliatifs communautaire	Fondation des services d'aide et de soins à domicile 36, av. Cardinal-Mermillod 1227 Carouge	DARES	Flora Houben ☎ 022 546 88 13
28 février 11h30	Vernissage de l'exposition du concours d'architecture du projet Pont-Rouge et des espaces publics de la gare CEVA Lancy–Pont-Rouge	Grange Navazza 33, ch. Pré-Monnard 1213 Petit-Lancy	DCTI	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
1 ^{er} mars 15h30	Signature du protocole d'accord entre l'Etat de Genève et la Confédération sur la place d'armes cantonale de Genève	Caserne des Vernets	DCTI DSPE	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72 Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04
20 mars 11h00	Semaine internationale contre le racisme	<i>lieu à préciser</i>	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 022 327 92 04